

LA PRIVATISATION D'AEROPORT DE PARIS IMPACTERA LA SECURITE ET POUR CELA LA CGT POLICE ILE-DE-FRANCE DIT NON!! ET APPELLE A VOTER MASSIVEMENT

Pour rappel le référendum d'initiative partagée a été porté par la CGT auprès des députés depuis des semaines, il a été entendu. Plus de 200 parlementaires de tous bords ont signé une proposition de loi demandant l'organisation d'un Référendum d'Initiative Partagée (RIP).

Le syndicat CGT ADP porte un contre-projet à la privatisation envisagée. Pour mémoire rappelons celle-ci avait été refusée par 98% des salariés interrogés lors d'une consultation organisée en avril 2018.

Ne doutons pas un instant, que si la consultation avait été faite sur l'ensemble des travailleurs des plateformes aéroportuaire, policiers compris, le résultat aurait été similaire.

La CGT s'est donc engagée dans la lutte contre cette privatisation en défendant une toute autre vision du développement aérien et pour des services publics accessibles à tous et en tout point du territoire.

La maîtrise publique des transports (ferroviaire, aérien, routier...) est un enjeu fort, notamment afin d'assurer le développement durable de nos territoires dans le respect de leurs habitants, de l'environnement et du progrès social.

Elle ne doit pas être livrée aux intérêts privés !



Édouard Philippe a appelé à "éviter les caricatures" sur le dossier polémique de la privatisation d'Aéroports de Paris.

La CGT Police Île-de-France rappelle que pour le volet sécurité et sûreté, il est évident que de laisser au secteur privé le soin d'organiser le fonctionnement des aéroports parisiens et de la frontière qu'ils représentent passera fatalement par des failles et forcément par des restrictions économiques qui impacteront sévèrement la sécurité des citoyens comme celle des usagers.

Dans ces conditions, quel serait le poids du service public de l'Etat (police, douane, gendarmerie, et aviation civile...) face à des acteurs privés dont le seul but serait d'engranger des profits.

Il ne s'agit donc pas là d'une caricature!

L'État doit rester l'actionnaire majoritaire d'ADP afin de garantir la sécurité au sein des aéroports français.

Il reste environ 18 mois pour convaincre 4,5 millions de citoyens à se prononcer contre cette privatisation.

La CGT s'engage d'ores et déjà pleinement dans l'incitation à participer massivement au référendum afin d'obtenir les 4,5 millions de signatures nécessaires.

On peut imaginer, mais surtout espérer, qu'elle ne sera pas seule dans le paysage syndical à se mobiliser dans ce sens.

CGT Police Ile-de-France
68 bis rue Philippe de Girard
75018 PARIS



CGT-Intérieur Asile et Outre-Mer



cgt.police.paris@gmail.com



06-64-46-30-20